

Catégories	Désignation des services	Numéros de référence CPC (3)	Numéros de référence CPV
21	Services juridiques	861	De 74110000-3 à 74114000-1
22	Services de placement et de fourniture de personnel (9)	872	De 74500000-4 à 74540000-6 (sauf 74511000-4), et de 95000000-2 à 95140000-5
23	Services d'enquête et de sécurité, à l'exclusion des services des véhicules blindés	873 (sauf 87304)	De 74600000-5 à 74620000-1
24	Services d'éducation et de formation professionnelle	92	De 80100000-5 à 80430000-7
25	Services sociaux et sanitaires	93	74511000-4, et de 85000000 à 85323000 (sauf 85321000-5 et 85322000-2)
26	Services récréatifs, culturels et sportifs (10)	96	De 74875000-3 à 74875200-5, et De 92000000-1 à 92622000-7 (sauf 92230000-2)
27	Autres services		

## Notes

(1) En cas d'interprétation différente entre le CPV et la NACE, la nomenclature NACE prévaut - Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1). Règlement modifié par le règlement (CE) n° 761/93 de la Commission (JO L 83 du 3.4.1993, p. 1).

(2) En cas d'interprétation différente entre le CPV et le CPC, la nomenclature CPC prévaut.

(3) Nomenclature CPC (version provisoire), utilisée pour définir le champ d'application de la directive 92/50/CEE.

(4) A l'exclusion des services de transports ferroviaires couverts par la catégorie 18.

(5) A l'exclusion des services de transports ferroviaires couverts par la catégorie 18.

(6) A l'exclusion des services financiers relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers, ainsi que des services fournis par des banques centrales.

Sont également exclus, les services consistant en l'acquisition ou la location, quelles qu'en soient les modalités financières, de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles ou qui concernent des droits sur ces biens; toutefois, les services financiers fournis parallèlement, préalablement ou consécutivement au contrat d'acquisition ou de location, sous quelque forme que ce soit, sont soumis à la présente loi.

(7) A l'exclusion des services de recherche et de développement autres que ceux dont les fruits appartiennent exclusivement au pouvoir adjudicateur pour son usage dans l'exercice de sa propre activité pour autant que la prestation du service soit entièrement rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

(8) A l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.

(9) A l'exception des contrats d'emploi.

(10) A l'exception des contrats d'acquisition, de développement, de production ou de coproduction de programmes par des organismes de radiodiffusion et des contrats concernant les temps de diffusion.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2007 — 775

[C - 2006/21342]

**16 JUIN 2006. — Loi relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Elle transpose la Directive 2004/17/CE du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et la Directive 2004/18/CE du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2007 — 775

[C - 2006/21342]

**16 JUNI 2006. — Wet betreffende de gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en definities*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Ze voorziet in de omzetting van de Richtlijn 2004/17/EG van 31 maart 2004 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en postdiensten en de Richtlijn 2004/18/EG van 31 maart 2004 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

CHAPITRE II. — Attribution, information aux candidats et soumissionnaires et délai d'attente dans le cadre des marchés publics

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'attribution d'un marché public visé à l'article 3 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dénommée ci-après la loi relative aux marchés publics, est la décision prise par le pouvoir adjudicateur désignant l'adjudicataire du marché et, le cas échéant, approuvant son offre. L'information relative à cette décision qui est communiquée en vertu du § 2 ne crée aucun engagement contractuel.

La conclusion du marché a lieu par la notification de l'engagement contractuel à l'adjudicataire du marché. Pour la procédure négociée visée à l'article 3 de la loi relative aux marchés publics, le Roi peut prévoir d'autres formes de conclusion. Une fois le marché conclu, le contrat n'est plus susceptible d'une suspension ou d'une annulation par le juge, fondée sur une passation irrégulière, sans préjudice de l'application du § 4.

§ 2. Les candidats et soumissionnaires ont le droit d'obtenir les informations relatives à la décision prise par le pouvoir adjudicateur concernant leur demande de participation ou leur offre ou la décision visée à l'article 35 de la loi relative aux marchés publics. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce droit pour les marchés inférieurs à certains montants.

Certains renseignements ne peuvent pas être communiqués lorsque leur divulgation ferait obstacle à l'application d'une loi, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre entreprises.

§ 3. Le pouvoir adjudicateur respecte un délai d'attente avant de conclure le marché. Pendant ce délai, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut requérir la suspension de l'attribution du marché, sans qu'un préjudice grave et difficilement réparable ne soit requis. Quand cette requête est introduite à temps, le délai d'attente est prolongé pour permettre le déroulement de la procédure de suspension. Si au terme de cette prolongation, le prononcé d'une décision n'est pas intervenu, la conclusion du marché peut avoir lieu sans plus attendre.

La demande est introduite, soit selon la procédure d'urgence appropriée prévue par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, soit en référé devant le juge ordinaire si le pouvoir adjudicateur ne relève pas du contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat. La décision prend également en compte la balance entre l'intérêt public et l'intérêt du soumissionnaire.

Le Roi détermine le point de départ du délai d'attente, sa durée raisonnable et sa prolongation éventuelle, conformément au droit européen. Il peut prévoir des exceptions au respect d'un délai d'attente pour certains types de marchés et de procédures et pour des marchés inférieurs à certains montants.

§ 4. En cas de conclusion du marché avant l'expiration du délai d'attente, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut, dans les trente jours à compter à partir de la date où il a pris connaissance de la conclusion du marché, demander l'annulation du contrat au président du tribunal compétent statuant comme en référé. La demande doit être dirigée contre le pouvoir adjudicateur et contre l'adjudicataire.

Le juge rejette la demande :

- 1° si, en dehors de la méconnaissance du délai d'attente, l'attribution a eu manifestement lieu de manière régulière;
- 2° si le soumissionnaire concerné n'entre manifestement pas en considération pour pouvoir prétendre à l'attribution du marché.

Le juge peut rejeter la demande lorsque le marché est partiellement ou totalement exécuté au moment du prononcé.

CHAPITRE III. — Attribution, information aux candidats et soumissionnaires et délai d'attente dans le cadre de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les candidats et soumissionnaires ont le droit d'obtenir les informations relatives à la décision prise par l'entité adjudicatrice visée à l'article 2, 3°, de la loi relative aux marchés publics, ainsi que par l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur visés à l'article 72 de la loi relative aux marchés publics, concernant leur demande de participation ou leur offre ou la décision de ne pas attribuer le marché. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce droit pour les marchés inférieurs à certains montants.

HOOFDSTUK II. — Gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn in het kader van overheidsopdrachten

**Art. 2.** § 1. De gunning van een overheidsopdracht als bedoeld in artikel 3 van de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, hierna genoemd de wet overheidsopdrachten, is de beslissing van de aanbestedende overheid tot aanduiding van de begunstigde van de opdracht en, in voorkomend geval, tot goedkeuring van zijn offerte. De informatie over deze beslissing, krachtens § 2, doet geen enkele contractuele verbintenis ontstaan.

De toewijzing van de opdracht gebeurt door de kennisgeving van de contractuele verbintenis aan de begunstigde van de opdracht. Voor de onderhandelingsprocedure bedoeld in artikel 3 van de wet overheidsopdrachten kan de Koning voorzien in andere vormen van toewijzing. Zodra de opdracht is toegewezen, is de overeenkomst niet meer vatbaar voor schorsing of vernietiging door de rechter op grond van een onregelmatige gunning, onverminderd de toepassing van § 4.

§ 2. De kandidaten en inschrijvers hebben recht op informatie over de beslissing van de aanbestedende overheid over hun aanvraag tot deelneming, hun offerte of de beslissing bedoeld in artikel 35 van de wet overheidsopdrachten. De Koning kan voorzien in uitzonderingen op dit recht voor opdrachten beneden bepaalde bedragen.

Bepaalde gegevens mogen niet worden meegedeeld indien de openbaarmaking ervan de toepassing van een wet zou belemmeren, in strijd zou zijn met het algemeen belang, nadelig zou zijn voor de rechtmatige commerciële belangen van overheidsbedrijven of particuliere ondernemingen of de eerlijke mededinging tussen ondernemingen zou kunnen schaden.

§ 3. De aanbestedende overheid respecteert een wachttermijn alvorens de opdracht toe te wijzen. Tijdens deze termijn kan de inschrijver die benadeeld is of benadeeld dreigt te worden, de schorsing vorderen van de gunning van de opdracht, zonder dat een moeilijk te herstellen ernstig nadeel is vereist. Wanneer deze vordering tijdig is ingesteld, wordt de wachttermijn verlengd om de afwikkeling van de schorsingsprocedure toe te laten. Indien de schorsingsprocedure na verloop van de verlenging niet is beslecht, kan de toewijzing zonder verwijl gebeuren.

De vordering wordt ingesteld, hetzij volgens de geëigende spoedprocedure waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien, hetzij voor de gewone rechter in kort geding in geval de aanbestedende overheid niet aan de rechtsmacht van de Raad van State is onderworpen. De uitspraak over de vordering gebeurt mede met inachtneming van de afweging tussen het algemeen belang en de belangen van de inschrijver.

De Koning bepaalt de ingangsdatum van de wachttermijn, de redelijke duur alsook de eventuele verlenging ervan, conform het Europees recht. Hij kan voorzien in uitzonderingen op het in acht nemen van een wachttermijn voor bepaalde soorten opdrachten en procedures, en voor opdrachten beneden bepaalde bedragen.

§ 4. Als de opdracht wordt toegewezen vóór het verstrijken van de wachttermijn, kan de benadeelde inschrijver of deze die benadeeld dreigt te worden, binnen dertig dagen vanaf de datum waarop hij kennis heeft genomen van de toewijzing van de opdracht, de vernietiging van de overeenkomst vragen aan de voorzitter van de bevoegde rechtbank, zetelend zoals in kort geding. De eis dient te worden gericht tegen de aanbestedende overheid en tegen de begunstigde van de opdracht.

De rechter wijst de eis af :

- 1° indien, buiten de miskenning van de wachttermijn, de gunning klaarblijkelijk op regelmatige wijze is verlopen;
- 2° indien de betrokken inschrijver klaarblijkelijk niet in aanmerking komt als begunstigde van de opdracht.

De rechter kan de eis afwijzen wanneer de opdracht reeds geheel of gedeeltelijk is uitgevoerd op het ogenblik van de uitspraak.

HOOFDSTUK III. — Gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn in het kader van bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten

**Art. 3.** § 1. De kandidaten en inschrijvers hebben recht op informatie over de beslissing van de aanbestedende entiteit bedoeld in artikel 2, 3°, van de wet overheidsopdrachten, alsook van het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid bedoeld in artikel 72 van de wet overheidsopdrachten, over hun aanvraag tot deelneming, hun offerte of de beslissing de opdracht niet te gunnen. De Koning kan voorzien in uitzonderingen op dit recht voor opdrachten beneden bepaalde bedragen.

Certains renseignements ne peuvent pas être communiqués lorsque leur divulgation ferait obstacle à l'application d'une loi, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre entreprises.

§ 2. L'entité adjudicatrice, ainsi que l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur visés à l'article 72 de la loi relative aux marchés publics, respecte un délai d'attente avant de conclure le marché. Pendant ce délai, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut requérir la suspension de l'attribution du marché sans qu'un préjudice grave et difficilement réparable ne soit requis. Quand cette requête est introduite à temps, le délai d'attente est prolongé pour permettre le déroulement de la procédure de suspension. Si au terme de cette prolongation le prononcé d'une décision n'est pas intervenu, la conclusion du marché peut avoir lieu sans plus attendre.

La demande est introduite, soit selon la procédure d'urgence appropriée prévue par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, soit en référé devant le juge ordinaire si l'entité adjudicatrice, l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur ne relèvent pas du contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat. La décision prend également en compte la balance entre l'intérêt public et l'intérêt du soumissionnaire.

Le Roi détermine le point de départ du délai d'attente, sa durée raisonnable et sa prolongation éventuelle, conformément aux directives européennes en la matière. Il peut prévoir des exceptions au respect d'un délai d'attente pour certains types de marchés et de procédures.

§ 3. Une fois le marché conclu, le contrat n'est plus susceptible d'une suspension ou d'une annulation par le juge, fondée sur une passation irrégulière, sans préjudice de l'application du présent paragraphe.

En cas de conclusion du marché avant l'expiration du délai d'attente, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut, dans les trente jours à compter à partir de la date où il a pris connaissance de la conclusion du marché, demander l'annulation du contrat au président du tribunal compétent statuant comme en référé. La demande doit être dirigée contre l'entité adjudicatrice, l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur visés à l'article 72 de la loi relative aux marchés publics et contre le bénéficiaire du marché.

Le juge rejette la demande :

1° si, en dehors de la méconnaissance du délai d'attente, l'attribution a eu manifestement lieu de manière régulière;

2° si le soumissionnaire concerné n'entre manifestement pas en considération pour pouvoir prétendre à l'attribution du marché.

Le juge peut rejeter la demande lorsque le marché est partiellement ou totalement exécuté au moment du prononcé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

*Document parlementaire.* — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2461/1.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1690/1. — Rapport, n° 3-1690/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 3-1690/3.

Bepaalde gegevens mogen niet worden meegedeeld indien de openbaarmaking ervan de toepassing van een wet zou belemmeren, in strijd zou zijn met het algemeen belang, nadelig zou zijn voor de rechtmatige commerciële belangen van overheidsbedrijven of particuliere ondernemingen of de eerlijke mededinging tussen ondernemingen zou kunnen schaden.

§ 2. De aanbestedende entiteit, alsook het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid bedoeld in artikel 72 van de wet overheidsopdrachten, respecteren een wachtermijn alvorens de opdracht te sluiten. Tijdens deze termijn kan de inschrijver die benadeeld is of benadeeld dreigt te worden, de schorsing vorderen van de gunning van de opdracht zonder dat een moeilijk te herstellen ernstig nadeel is vereist. Wanneer deze vordering tijdig is ingesteld, wordt de wachtermijn verlengd om de afwikkeling van de schorsingsprocedure toe te laten. Indien de schorsingsprocedure na verloop van de verlenging niet is beslecht, kan de toewijzing van de opdracht zonder verwijl gebeuren.

De vordering wordt ingesteld, hetzij volgens de geëigende spoedprocedure waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien, hetzij voor de gewone rechter in kort geding in geval de aanbestedende entiteit, het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid niet aan de rechtsmacht van de Raad van State onderworpen zijn. De uitspraak over de vordering gebeurt mede met inachtneming van de afweging tussen het algemeen belang en de belangen van de inschrijver.

De Koning bepaalt de ingangsdatum van de wachtermijn, alsook de redelijke duur en de eventuele verlenging ervan, conform de Europese richtlijnen terzake. Hij kan voorzien in uitzonderingen op het in acht nemen van een wachtermijn voor bepaalde soorten opdrachten en procedures.

§ 3. Zodra de opdracht is gesloten, is de overeenkomst niet meer vatbaar voor schorsing of vernietiging door de rechter op grond van een onregelmatige gunning, onverminderd de toepassing van de onderhavige paragraaf.

Als de opdracht wordt gesloten vóór het verstrijken van de wachtermijn, kan de benadeelde inschrijver of deze die benadeeld dreigt te worden, binnen dertig dagen vanaf de datum waarop hij kennis heeft genomen van de toewijzing van de opdracht, de vernietiging van de overeenkomst vragen aan de voorzitter van de bevoegde rechtbank, zetelend zoals in kort geding. De eis dient te worden gericht tegen de aanbestedende entiteit, het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid bedoeld in artikel 72 van de wet overheidsopdrachten en tegen de begunstigde van de opdracht.

De rechter wijst de eis af :

1° indien, buiten de miskennis van de wachtermijn, de gunning klaarblijkelijk op regelmatige wijze is verlopen;

2° indien de betrokken inschrijver klaarblijkelijk niet in aanmerking komt als begunstigde van de opdracht.

De rechter kan de eis afwijzen wanneer de opdracht reeds geheel of gedeeltelijk is uitgevoerd op het ogenblik van de uitspraak.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juni 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementair document.* — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2461/1.

Senaat :

*Parlementaire documenten.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1690/1. — Verslag, nr. 3-1690/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 3-1690/3.